



Déclaration du SNUipp-FSU 33 à la CAPD du 9 décembre 2016

Monsieur Le Directeur Académique,

Nous examinons aujourd'hui le **projet d'avancement des professeurs de écoles**.

La publication prochaine des décrets statutaires va clore le cycle de discussions pour transposer le PPCR aux carrières enseignantes. Ces mesures qui entreront en vigueur à partir de 2017 se traduiront par une amélioration des rémunérations et des carrières.

Cependant, pour le SNUipp-FSU certaines dispositions sont en deçà des attentes: le calendrier étalé jusqu'en 2020, les gains indiciaires assez faibles ou l'insuffisante revalorisation du début de carrière, ne permettront pas une revalorisation conséquente et immédiate des rémunérations.

Par ailleurs, La création d'une classe exceptionnelle réservée à un nombre restreint d'enseignant-es est inacceptable.

Sur les nouvelles modalités de l'évaluation professionnelle, la mise en place de l'accompagnement devra, pour être efficace, s'appuyer sur une offre de formation continue largement abondée et sur une relation de confiance entre l'IEN et les collègues.

Le SNUipp est très favorable à un avancement à une cadence unique comme pour d'autres corps de la fonction publique, déconnecté de l'évaluation. Il a exprimé son désaccord avec les accélérations de carrière qui ne concerneront qu'une partie des collègues.

Suite à l'intervention du SNUipp-FSU le bilan professionnel comme base des rendez-vous carrière a été abandonné et le respect de l'égalité femmes-hommes dans les promotions sera respecté.

Le SNUipp-FSU poursuivra ses interventions pour améliorer les textes d'application de PPCR et pour assurer l'effectivité des revalorisations.

Le SNUipp-FSU était reçu au ministère de l'Éducation nationale, le 30 novembre, pour rappeler l'objectif de sa campagne sur les APC, à savoir : **la redéfinition du temps de travail dans l'objectif de sa réduction**.

Il s'est fait le porte-parole des enseignants des écoles qui, dans cette action, disent la nécessité que soit reconnu un ensemble de tâches invisibles qui concourent pourtant, pour chacune d'elles, à la réussite de tous les élèves.

Le ministère a admis que la question du temps non reconnu est une préoccupation forte et dit vouloir avancer sur ce dossier.

Il s'est dit prêt à des discussions sur un élargissement du cadre des APC à des activités qui ne concerneraient pas directement un groupe d'élèves. C'est un premier pas qui va dans le sens de la demande du SNUipp-FSU. Le calendrier des discussions devrait s'étaler jusqu'en mars.

Les résultats de l'enquête PISA montrent que l'école en France peine à réduire les inégalités: le poids de l'origine sociale d'un élève sur ses performances scolaires est bien plus marqué en France que dans les autres pays de l'OCDE. D'autre part, l'écart entre les

Déclaration du SNUipp-FSU 33 à la CAPD du 9 décembre 2016

plus forts et les plus faibles ne cesse de se creuser tandis que la proportion d'élèves en difficulté est légèrement supérieure à la moyenne des pays de l'OCDE. Si pour les élèves d'un milieu favorisé, l'école française réussit, pour ceux issus des milieux populaires et de l'immigration, elle est profondément inégalitaire.

Cette réalité, que nous observons depuis les années 2000, dit l'urgence de transformer le système éducatif pour la réussite de tous les élèves. Il faut dépasser les commentaires de campagne électorale à la petite semaine, et investir de manière forte et durable dans l'éducation. Les pays comparables au nôtre et qui arrivent à réduire les inégalités consacrent à l'éducation des budgets presque 30% supérieurs au nôtre.

Pour le SNUipp-FSU, il est indispensable d'assurer aux enseignants de bonnes conditions pour bien faire leur métier. Cela suppose une formation et un accompagnement de qualité: une formation initiale en deux ans, une formation continue ambitieuse et réelle, ce qui impose des moyens de remplacement en conséquence. Cela suppose aussi de transformer l'école en augmentant le nombre de «Plus de maîtres que de classes», avec du temps pour travailler en équipe sans amputer sur le temps élèves et avec des RASED complets. Cela suppose enfin des effectifs par classe réduits, car dans ce domaine l'école de notre pays a un nombre d'élèves par classe particulièrement élevé.

L'enquête PISA pointe des politiques éducatives régressives ou insuffisantes (suppression de postes, réforme de la formation des maîtres, budget toujours insuffisant, « priorité à l'école primaire » non respectée, programmes inadaptés ...). Les enseignants qui maintiennent, par leur investissement et leurs compétences le système à bout de bras, ont besoin d'être aidés. Cela passe par de la constance et un investissement sur le long terme au service d'une meilleure réussite des élèves et de la lutte contre les inégalités.

En Gironde, **cette rentrée 2016** fut pour nos collègues particulièrement difficile. Les équipes sont fatiguées et fragilisées par une succession de changements et d'injonctions... et encore des effectifs très chargés pour une grande majorité des écoles.

Les collègues ont dû faire face à la mise en place des nouveaux programmes de l'élémentaire, du LSU et des carnets de suivi en maternelle, et ce, sans formation (ou insuffisante) et sans temps de concertation supplémentaire. Dans ce contexte, les deux demi-journées du Recteur ont été très mal ressenties. Ce temps, était auparavant dédié au travail en équipe dans les écoles lors de la 2e journée de pré-rentrée. Le SNUipp-FSU continue de revendiquer que ce temps soit rendu aux équipes.

Pour le cycle 3, des rencontres ont été imposées très éloignées des attentes et des besoins des enseignants, quant à l'objectif des ces demi-journées pour les enseignants de cycle 1 et 2 , il est souvent resté obscur. L'urgence pour nos collègues en cette rentrée aurait été d'avoir des temps de formation, d'appropriation et de réflexion autour des nouveaux programmes ainsi que des nouvelles modalités d'évaluation des élèves. Les remontées du terrain concernant la mise en place du LSU sont inquiétantes.

Concernant les animations pédagogiques, les enseignants ont été déstabilisés par la mise en place de GAIA. Ils déplorent encore les différences parfois très importantes d'offre entre les circonscriptions, les heures et parcours imposés, le manque de diversité des intervenants. "De plus, l'utilisation de GAIA représente une surcharge de travail énorme pour les conseillers pédagogiques sans offrir d'amélioration sur l'organisation des animations pédagogiques."

Sur les **questions de sécurité**, des IEN continuent de sur-réglementer en ajoutant leurs propres consignes de sécurités aux directives ministérielles, créant des situations parfois très compliquées, en particulier en maternelle, où l'accueil de qualité dû aux très jeunes

Déclaration du SNUipp-FSU 33 à la CAPD du 9 décembre 2016

élèves est alors mis à mal. De plus, dans certaines circonscriptions, on demande encore la réécriture du PPMS alors qu'il suffirait de le réactualiser. Nous renouvelons notre demande d'un cadrage départemental sur cette question.

Par ailleurs, le message envoyé par les services, précisant que des fausses alertes intrusion pouvaient être envoyées par SMS aux directeurs et directrices, a semé le trouble et l'incompréhension parmi nos collègues.

Enfin, tous les ans, les services de la DRH2 demandent à nos collègues de régulariser leur situation concernant le SFT (supplément familial de traitement). Cette année encore, les délais de réponses étaient extrêmement courts alors que la demande est chaque année la même. Nous espérons que les services feront preuve de bienveillance à l'égard des collègues qui n'auraient pas encore renvoyés les documents et que le SFT leur sera bien versé.